

## « Grand emprunt » pour l'ESR : hors des retours sur investissement, point de salut !

La « stratégie nationale de recherche et d'innovation » (SNRI) figure au centre des 29 propositions ministérielles(\*) pouvant être financées par le « grand emprunt ». Alors que ce type de financement est injuste et condamnable, l'utilisation de ressources aux montants incertains doit nous interroger : en tout état de cause, ne devrait-il pas participer aux réponses attendues pour l'avenir de l'enseignement supérieur et la recherche, pour la société ?

Communiquée au mois de juillet dernier, les 3 axes<sup>1</sup> prioritaires de la SNRI sont le résultat d'un processus marqué par le mépris et l'absence de réelle concertation avec la communauté scientifique et ses organisations représentatives. Cette « stratégie » a été annoncée au mois de septembre 2008 en conseil des ministres, lancée le 22 janvier 2009 par N. Sarkozy à l'issue d'un discours désormais mémorable pour chaque universitaire, et 6 mois ont passé pour voir une fois de plus, les activités des universitaires et de la communauté scientifique contraintes de passer sous les fourches caudines gouvernementales.

Le SNESUP n'a pas manqué de dénoncer ce qui constitue une attaque cohérente du service public d'enseignement supérieur et de recherche, qu'il s'agisse de :

- la polarisation des financements sur 12 campus universitaires (plan campus) aggravant le creusement des inégalités entre établissements,
- le recours grandissant au scandaleux Crédit Impôt Recherche - dont l'efficacité n'a jamais été prouvée et qui engloutit 3,8 milliards d'euros à comparer aux 46 millions d'euros pour la R&D dans le plan de relance,
- la généralisation des projets (ANR, ...) pour piloter budgétairement et humainement la recherche impose la « flexibilité » subie des ressources humaines pour laquelle les « Responsabilités et Compétences Elargies » sont autant d'outils pour développer la précarité dans les universités.,
- la constitution des « Alliances » - sans aucune concertation-, ...

*Faire fructifier l'excellence scientifique*<sup>2</sup>, c'est ce que Valérie Pécresse attend de cette stratégie gouvernementale sans précédent. Le SNESUP condamne, la mise en concurrence et la sélection constituant les principaux moteurs d'une restructuration en profondeur de l'enseignement supérieur et de la recherche. De ce point de vue, le SNESUP réfute la mainmise gouvernementale sur l'ensemble des activités universitaires. Pour entraver les libertés scientifiques, c'est toute une « chaîne de commandement » qui est mise en oeuvre : regain de pilotage à

l'échelon rectoral<sup>3</sup>, « dialogue de gestion » généralisé, arbitraire pour répartir les financements d'état, recours accru aux fondations et aux partenariats public-privé, poids des présidents sur leurs CA, sur les personnels<sup>4</sup>, recours systématique aux primes pour individualiser les rémunérations et participer à la gestion des carrières, ...

L'absence de montant du grand emprunt pour l'ESR n'empêche pas la ministre d'avancer ses priorités, dont sont totalement exclus les SHS. S'inscrivant dans les orientations de la SNRI les projets avancés, au nombre de 29, engageant les universités et les organismes de recherche dans la valorisation de la recherche publique. Le SNESUP dénonce le détournement de ressources publiques aux profits d'intérêts économiques immédiats. Doter en capital des fondations ou des « sociétés d'accélération du transfert de technologie » - qui seraient économiquement viables d'ici 10 ans-, illustre parfaitement la volonté affichée de la ministre d'obtenir un retour immédiat sur investissement. Donner comme objectif à près de la moitié des propositions, le développement de « démonstrateurs technologiques », des « prototypes » ou autre « programme de recherche en soutien à la création d'une filière industrielle » n'a d'autre but que d'orienter les crédits engagés vers la valorisation sous forme de brevet. Le recours multiples aux partenariats public privé de toutes sortes, l'intégration des ressources privées et publiques contribue à détourner les fonds publics de leurs missions principales. A aucun moment il n'est question de financer la recherche fondamentale ni même les SHS.

Le SNESUP dénonce une vue à très court terme, bien loin des investissements nécessaires dans les laboratoires publics – notamment en postes d'enseignants-chercheurs et de chercheurs - pour maintenir la capacité de la Recherche en France à de répondre aux défis scientifiques et technologiques des années à venir.

-----

<sup>1</sup>Santé, bien-être et biotechnologies - Urgence environnementale et écotecnologies - Information, communication et nanotechnologies

<sup>2</sup> Discourt de V. Pécresse lors du point d'étape de la SNRI le 31 mars 2009

<sup>3</sup>Rapport Larroutou concernant la restructuration de l'ESR parisien (cf. lettre flash n°9)

<sup>4</sup>Recrutement, services, avancement local, pouvoir de sanction, salaires, ...

(\*)[http://media.enseignementsup-recherche.gouv.fr/file/grand\\_emprunt/66/1/29\\_propositions\\_pour\\_le\\_Grand\\_emprunt\\_national\\_121661.pdf](http://media.enseignementsup-recherche.gouv.fr/file/grand_emprunt/66/1/29_propositions_pour_le_Grand_emprunt_national_121661.pdf)

### POUR LE DROIT DES FEMMES

LIBERTÉ, AUTONOMIE, DIGNITÉ, LAÏCITÉ, ÉGALITÉ, SOLIDARITÉ

MANIFESTATION - 17 Octobre 2009 - Place de la Bastille 14h30 - <http://www.fsu.fr/spip.php?article1846>

Dernière Minute :

La rencontre organisée le 16 octobre 2009 à l'initiative de l'AFS et de l'AFES a permis de prendre la mesure de la crise que traverse actuellement la 19ème section du CNU. De fait, cette section ne peut plus aujourd'hui fonctionner alors même que va s'ouvrir la campagne de qualification des MCF et des professeurs. Il s'agit d'urgence de redonner à la section les moyens d'assurer ses missions. Les organisations soussignées, soutiennent les démissionnaires et appellent les membres restant à démissionner immédiatement. Elles demandent au ministère d'examiner, avec leur concours, les conditions du renouvellement complet de la section.

SNESUP, AFS, AFES,  
SGEN-CFDT, QSF

Motion de la CCN-IUT (annoncée dans la lettre Flash N°10) adoptée à l'unanimité le 13 octobre 2009

<http://www.snesup.fr/Presse-et-documentation?aid=4356&ptid=5&cid=240>

DOCUMENTS BUDGETAIRES ERRONES ET TOURNANT LE DOS AUX ENGAGEMENTS MINISTERIELS

<http://www.snesup.fr/Presse-et-documentation?aid=4344&ptid=5&cid=240>